

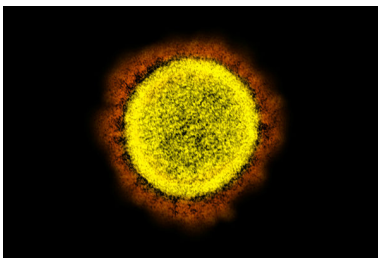
<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?1010-Premieres-remarques-sur-la-crise>



# Premières remarques sur la crise ouverte par la pandémie

## III

- Documents par thèmes - Analyses -



Date de mise en ligne : jeudi 9 avril 2020

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

[Voir la partie précédente : La question de la réaction sociale](#)

(.../...)

### 3 – Les mesures oligarchiques

La deuxième strate d'analyse est bien entendu celle qui concerne les milieux oligarchiques, dont l'État. Ils constituent un agrégat d'intérêts communs regroupant les sommets des pyramides médiatiques, économiques, politiques, policières, judiciaires, diplomatiques, dans une moindre mesure scientifiques et militaires, soit un ensemble hétérogène traversé de fractures. Il ne s'agit donc plus d'une « classe dominante » depuis la disparition des classes subalternes porteuses d'un projet de société alternatif qui contraignait les « élites » à la fois à une certaine cohérence interne / externe et à un minimum de réciprocité vis-à-vis du peuple qu'elles dominaient.

#### Retour en force et discrédit croissant de l'État

La crise sanitaire engendrée par le Covid-19 a provoqué deux réactions contraires ; la réapparition d'États nationaux forts et, par ce mouvement même, leur immédiat discrédit.

Le surgissement de l'État comme acteur principal et même unique de la vie publique est évident et a été amplement commenté : mise au pas immédiate de la société, appels martiaux à l'unité nationale et à la responsabilité collective, mise sous tutelle de fait du secteur économique, rétablissement des frontières, héroï-sation du service public, réveil de l'État-providence, engagement à reconstituer des filières vitales sur le territoire, etc. – et aussi évaporation des instances supranationales (UE, ONU, etc). L'État et son personnel reprennent une consistance inespérée et trouvent providentiellement une issue à la crise de régime qui s'aggravait depuis des années. Cette volte-face est tellement spectaculaire qu'il est inutile de s'y attarder.

Mais ces mesures sont bien évidemment à contre-pente de tout ce qui a été encensé, seriné, martelé et imposé depuis au moins quarante ans par tout oligarque visant l'ascension dans n'importe quel appareil : restrictions budgétaires couplées à une expansion des couches techno-bureaucratiques, évaporation des moindres limites comportementales ou géographiques, dissolution de toute identité collective ou histoire commune, éloge de l'arrivisme, de l'irresponsabilité et de la mobilité à tout prix, etc. Là encore, de tels démentis cinglants avaient déjà résonné lors des crises précédentes. Mais cela atteint aujourd'hui le cœur du réacteur social qui permet encore à nos sociétés de fonctionner : le *confort individuel ostentatoire* – ce qui est socialement reconnu tel. C'est dire si l'épisode ne sera pas oublié. Le discrédit de l'État est accru encore par ses extrêmes réticences et son retard hallucinant à mettre en œuvre le *requisit minima* de santé publique (réapparition des frontières nationales, annulation des élections municipales, application et respect du confinement, etc.), ses innombrables et permanentes incohérences et, enfin, les scandales para-sanitaires à répétition qui ne cessent de scander l'actualité, majoritairement basés sur l'oubli des recommandations internationales depuis la fausse alerte de la grippe A-H1N1 de 2009. Bien peu de gens, d'ailleurs, répondent aujourd'hui de leurs attitudes d'alors, et pour cause : cet épisode a été l'occasion historique d'entériner la posture de *déni* des risques pandémiques, affect fondateur de notre sombre époque (cf. *supra*).

Cette situation paradoxale de l'État grève profondément son autorité et en fragilise le pouvoir, rendant hautement instable la période qui s'ouvre. Et ce d'autant plus que les forces anomiques n'annoncent pas renoncer à leurs entreprises débilantes de sabotage généralisé mais bien plutôt vouloir profiter de l'aubaine (oppositions

opportunistes, démagogues gauchistes, islamo-mania-ques, mafias indigénistes, etc).

### L'oligarchie médiatico-politique et son peuple

La défiance croissante dont les sphères médiatiques et politiques sont l'objet va donc au-devant d'un moment de vérité. La relation passionnée au pouvoir, tissée d'une fascination / répulsion névrotique, s'exprime aujourd'hui autant par l'obéissance fière et servile que par la désobéissance de distinction ou de ressentiment. La profondeur des crises en cours et l'implication charnelle croissante qu'elles exigeront de chacun et chacune pourraient avoir les effets révolutionnaires que les épreuves collectives du passé ont engendré en leurs temps. Mais encore faudrait-il que soit retrouvé ce fil, si ténu, qui nous relie à ces époques révolues où l'horizon d'une société auto-organisée aimantait les esprits, et que les Gilets jaunes ont cherché à retrouver, à tâtons [1].

C'est ainsi qu'il faut comprendre la semi-occultation des crises en cours, notamment du basculement économique, qui s'annonce sans précédent. Les manipulations incessantes de l'opinion reposant sur la crainte d'une « panique », elles s'inscrivent dans le prolongement de la censure bien-pensante des phénomènes inquiétants : pollutions multiples, déculturations généralisées, délabrement psychique, mais surtout montée de l'islamisme, des immigrations [2] et de la délinquance, qui minent le principe même de monde commun propre à une collectivité. La matrice de référence reste le mur construit par le gauchisme culturel à partir de la peur délirante d'un « racisme » censément ontologique des populations occidentales – qui alimente en réaction un complotisme infantile non moins irréel. Les événements actuels pourraient sonner le début de la fin de cette rupture anthropologique entre une société et son pouvoir... ou sa consécration.

Car au fond, la situation des milieux dirigeants est encore bien pire, et sa conscience doit commencer à se faire jour dans certains de leurs secteurs les moins déconnectés des réalités : la paix sociale ne tient encore que par la promesse d'accroissement des niveaux de vie, alors que toutes les crises qui convergent (économique, énergétique, migratoire, etc.) minent le modèle de société occidental et annoncent des temps bien moins cléments. L'oligarchie va donc devoir annoncer que les promesses qui la légitiment ne seront pas tenues, rappelant la situation des dirigeants de l'URSS dans les années 1980.

Les oligarchies occidentales et, dans une moindre mesure, celles du monde entier, semblent en face d'un choix civilisationnel radical, comme beaucoup le pressentent plus ou moins confusément. Il ne sera certainement pas tranché de façon claire, ni unanime, ni immédiate, ni irréversible. Mais en formuler les termes, dont personne ne paraît mesurer la portée, permettrait peut-être de poser quelques jalons permettant d'examiner la situation en continu.

### Renaissance de la modernité

La première grande direction civilisationnelle possible consisterait en une re-naissance de la modernité [3]. C'est l'orientation de la plupart des mesures gouvernementales prises ces dernières semaines, sans doute dictées par des portions de l'État profond ou ce qu'il en reste. On pourrait succinctement les décrire comme un rétablissement de la nation en tant qu'entité géopolitique ; la reconnaissance *effective* des peuples comme source de souveraineté fondant le régime politique ; la relocalisation et la redistribution en guise de principes économiques. Ce cadre, éminemment plébiscité par la majorité des populations, y compris immigrées, était l'enjeu fondamental du mouvement des Gilets jaunes.

Les obstacles dans cette direction sont immenses. Tentons d'en dégager trois grandes catégories :

La première serait d'ordre géopolitique, et sera examinée dans la dernière partie de ce texte : le retour à un monde

d'États-nations pose d'innombrables questions concernant les régions géographiques qui en ont été l'incarnation his-torique, mais aussi celles qui n'ont jamais constitué d'entités politiques stables et unifiées à cette échelle (continent africain) ou celles qui n'ont jamais fonda-mentalement renoncé à leurs grandeurs impériales passées (monde musulman, chinois, russe, etc.).

La deuxième est d'ordre anthropologique : les populations, notamment et surtout occidentales, sont-elles prêtes à renouer avec les exigences de la moder-nité ? Cela signifierait le retour des secteurs professionnels primaires et secon-daires, la sobriété énergétique et consumériste, la résurgence de l'identité et de l'intérêt collectif, l'attachement profond à la démocratie comme délibération et auto-limitation, etc. – en un mot : la renaissance conjointe de la capacité d'auto-transformation explicite et du sens du tragique. Cette rupture d'avec la démesure actuelle ne pourrait évidemment se faire que contre son avant-garde oligar-chique, et au nom d'une émancipation individuelle et collective aujourd'hui re-léguée dans le vivarium d'un cabinet de curiosités.

La troisième consisterait à reprendre les questions internes au monde mo-derne, que le délitement déjà ancien du paysage intellectuel rend d'autant plus épineuses, à savoir les difficultés de l'exercice continu du pouvoir collectif, qui nécessiterait de rompre ce cycle infernal si typique qui voit alterner apathie populaire et explosions révolutionnaires, renforçant sans cesse la mythologie de l'appareil d'État comme *machine à gouverner*. Il y aurait aussi, cause et consé-quence de ce qui précède, l'investissement quasi religieux du *déferlement technologique* (pour reprendre les termes de Michel Tibon-Cornillot, victime de l'épidémie [4]) et, lié sans s'y réduire, l'incommensurable problème écologique, sans doute le plus profond que l'Occident ait jamais affronté. Interrogations pratiques éminemment philosophiques, qui convoquent aussi bien le psychisme le plus intime de chacun que les rapports de forces intercontinentaux.

Cette renaissance de la modernité, sans illusions sur les duplicités oligar-chiques [5], est bien entendu la seule voie praticable qui permettrait d'enrayer l'en-chaînement des crises contemporaines, et les quelques mesures en ce sens illus-trent la manière dont les problèmes peuvent, par ricochet, être traités : les mil-lions de « petites gens » qui font tourner les secteurs vitaux du pays sont l'objet d'une large reconnaissance et d'un sentiment de solidarité qui semblait disparu ; la fermeture des frontières de l'espace Schengen contre la pandémie a immédia-tement désamorcé la bombe migratoire que la Turquie impérialiste lançait contre la Grèce ; l'interruption des grands mouvements migratoires permet d'interroger les modèles de développement [6] ; la mise à jour des politiques sanitaires de chaque région expose chacune d'elles à la critique argumentée de leurs citoyens, etc. Ces cercles vertueux qui s'esquissent s'opposent, point par point, au grand basculement historique vers lequel nous nous dirigeons.

### Dérive vers l'empire

La seconde grande direction civilisationnelle qui s'ouvre n'est en définitive que la poursuite des multiples transformations de nos sociétés depuis, au moins, un demi-siècle. Évolution encouragée par les secteurs oligarchiques les plus ni-hilistes ou les plus cyniques, qui ne peut qu'évoquer, pour l'observateur attentif, la forme prise par les empires historiques.

On lira ailleurs [7] une description plus détaillée des grands principes de cette entité historique prétendant à l'universel qui a dominé le monde jusqu'à l'irrup-tion d'un Occident polycentrique, démocratique et innovant. Bornons-nous ici à pointer, trop sommairement, ce qui dans la situation présente travaille à la ré-surgence des grands traits impériaux.

Il y a d'abord la place de l'État, redevenu aujourd'hui central, doté de moyens de surveillance, de contrôle et de répression encore inconnus dans l'aire occidentale. La marginalisation de fait et l'absence de possibilités d'action des contre-pouvoirs habituels rendent frappante la similitude avec les États impé-riaux surplombants, de même que

la mise sous tutelle d'une vie économique dont l'indépendance définissait jusqu'il y a peu le capitalisme lui-même – trait singulier mais rarement évoqué –, capitalisme dont les ressorts historiques *ne sont pas impériaux*. Pour extraordinaire qu'elle soit, cette situation n'est pas fondamentalement en rupture avec les tendances lourdes de ces dernières décennies : le (néo-)« libéralisme » n'est qu'un slogan qui masque une réalité bien plus pragmatique [8].

Il y a ensuite le morcellement social et territorial, rendu spectaculaire par les mesures de confinement. Ces dissidences de fait sont plus ou moins tolérées par les autorités, qui raisonnent depuis longtemps en termes de *statuts différenciés*, qu'ils relèvent des classes sociales ou des origines ethno-religieuses. Le multi-culturalisme inhérent à l'empire, qui par définition gère différents peuples, ne peut que déboucher sur une inégalité verticale mais aussi horizontale, dissolvant la notion même de *peuple*. La prise en tenaille de la majorité des populations, menacée par la coercition étatique et la brutalité de la voyoucratie, est indiscutablement une des évolutions contemporaines les plus terrifiantes et les moins familières en zone occidentale. Les réactions de refus de cette *tiers-mondialisation* minent l'autorité des pouvoirs publics, qui pourraient ne pas trouver d'autres solutions que de les réprimer, bouclant ainsi un cercle vicieux déjà largement dénoncé.

Il y a, enfin, la menace de guerre. La rumeur médiatique permanente a commenté sans fin l'allocution du dauphin de l'oligarchie, déclarant la France « en guerre » contre le SARS-Cov-2, sans comprendre que cela fait bien longtemps que la guerre a été successivement déclarée contre le chômage, la drogue, la délinquance, le terrorisme, le travail des enfants, l'illettrisme, le cancer et les *fake news*. Il ne s'agit pas d'« éléments de langage » insignifiants : un empire est effectivement en *guerre perpétuelle* contre ses ennemis. Les affrontements sont à sa périphérie, son *limes*, mais aussi avec ses *marges intérieures*, jamais définitivement vaincues et sans cesse renaissantes, qu'il suscite au besoin, dans un chantage renouvelé à la sécurité, la paix et l'unité, permettant toutes les purges et censures, ainsi que l'établissement d'une économie et surtout d'une *psychologie de guerre*.

Dernier élément, qui oblige à évoquer un point dérangeant : celui de l'importance donnée à la vie humaine en temps de pandémie. Tout un chacun ne peut que se réjouir que les sociétés mondiales se mobilisent comme jamais pour éviter le décès de dizaines, peut-être de centaines de milliers de personnes, voire des millions si aucune mesure n'avait été prise – les 30 000 Français morts dans l'indifférence générale lors de la grippe de Hong Kong de 1968-69 nous font mesurer le chemin parcouru. Des esprits revêches rappellent discrètement que si le Covid-19 devait provoquer en France 60 000 morts dans l'année, ce ne serait que l'équivalent des décès annuels entraînés par l'obésité, les deux tiers de ceux liés au cancer, le quadruple de ceux issus des suicides, sans même parler des millions de victimes mondiales d'accidents ou de maladies imputables au travail, ou bien de la tuberculose ou de la malaria, ou encore, incalculables et sans doute sous-estimées, des morts dues aux pollutions diverses. Comptabilité macabre, comparaison hétéroclite, dont il ne convient sans doute pas d'exagérer la signification, mais qui permet tout de même d'interroger ce prix soudain si élevé accordé à la vie humaine. Cet attachement viscéral à un monde que l'on voudrait sans souffrance, sans mal, sans tragédie, est celui des populations urbaines mondialisées actuelles, celles du centre protégé des empires, ayant renoncé à toute violence et attachées au seul niveau de vie, sous la coupe indiscutée de l'État. Comment ne pas voir que cet irénisme anthropologique est le nôtre ?

État autoritaire et policier subsumant toutes les sphères sociales ; inégalité foncière liée à la fragmentation en communautés ethno-religieuses et échelles sociales ; guerres permanentes contre un ennemi extérieur / intérieur permettant un gouvernement par la terreur ; apathie des villes impériales n'exigeant que la tranquillité de l'esprit et des corps. Toutes ces dynamiques, si actuelles, participent à la pente spontanée prise par nos sociétés depuis des décennies, et la crise sanitaire pourrait les accélérer de manière surprenante. Comme nous l'écrivions : « *Les voies que prendront ces mutations sont impossibles à prévoir, d'autant qu'elles s'entrecroisent avec une multitude de facteurs obéissant eux-mêmes à d'autres dynamiques, notamment géopolitiques (devenir des pays producteurs d'hydrocarbures ou exportateurs de denrées alimentaires, désordres et guerres probables), sociales (réactions des populations en cas de chute brutale ou progressive de leur niveau de vie) ou sanitaires (apparition d'infections de type pandémique), etc.* » [9].

### Possibilité d'une écocratie

Il faut mentionner ici une des formes que pourrait prendre la réalisation pro-chaine de ces poussées impériales. Ce qui est vécu aujourd'hui pourrait parfaitement constituer la première étape vers ce que redoutent nombre d'écologistes depuis longtemps : la mise en place de ce qu'ils appelaient un « écofascisme », que l'on préférera rebaptiser totalitarisme écologique ou *écocratie*, régime autoritaire débarrassé de toutes les « pesanteurs démocratiques » et garanti par une élite spécialisée d'experts scientifiques chargés de la gestion du métabolisme des sociétés ravagées par les pollutions, les pénuries, l'austérité et les bouleversements bio-écologiques provoqués par les générations précédentes. Que cette mise en place se fasse à l'occasion d'une épidémie bien plus que d'une catastrophe climatique ou écologique ne surprendra pas : le levier de la santé est à l'intersection parfaite de l'obsession de la vie privée et de l'état global de la biosphère. C'est dans ce contexte que les activistes écologistes récents, de type apocalyptique [10], pourraient jouer à terme un rôle déterminant, puisque des voix s'élèvent déjà pour faire entendre des « *ce que l'on fait pour le virus montre tout ce que l'on pourrait faire pour le climat...* » et les liens entre la pandémie et les multiples ravages écologiques ne sont plus à démontrer. Le terrain aura été préparé par l'avachissement d'une « écologie politique » qui n'a jamais réellement su travailler son oxymore alliant science et démocratie [11], et s'est rabattue à la place sur des héritages gauchistes calamiteux [12].

Pour quiconque serait, en toute conscience, tenté de s'y résoudre, rappelons qu'un tel régime d'*ingénierie totale* serait incapable de tenir ses promesses sur le long terme : la recherche scientifique qui en serait le fondement se nourrit essentiellement d'une liberté de pensée et d'une imagination qui, si elles tendent déjà à désertir un Occident sclérosé, n'en demeurent pas moins l'abomination de tout régime autoritaire. L'exemple pathétique des quasi-empires stalinien et maoïste le démontre, tout autant que le destin des multiples « lanceurs d'alerte » chinois au tout début de l'épidémie de Covid-19, réhabilités sous les pressions internationales. En bref : n'en déplaise aux partisans de « solutions » écolo-giques clés en main, une écocratie est à la science véritable ce que l'empire est à la paix mondiale.

\*\*\*

Cette perspective cauchemardesque ne pourrait être contrebalancée que par une reprise et un approfondissement sans précédent du versant émancipateur de la modernité. Il s'agirait principalement de l'apparition d'une volonté collective de participer à une démocratie directe qui ne soit pas le cache-sexe du maintien de la société de consommation [13] mais bien la décision d'affronter lucidement et courageusement toutes les crises en cours, y compris et surtout dans leurs dimensions géopolitiques, et ce hors de toutes grottes idéologiques [14].

(.../...)

[Dernière partie disponible ici : 'La crise économique et les réorganisations géopolitiques'](#)

---

[1] Cf. « [Les gilets jaunes face à l'empire](#) », *op. cit.*

[2] Cf. « [Les lieux communs de l'immigration](#) », dans la brochure *La fin de l'immigration*, *op. cit.*

[3] Cf. « [Qu'est-ce que l'Occident ?](#) », février 2019.

[4] Voir « [Décès de Michel Tibon-Cornillot, un des principaux inspirateurs du courant anti-industriel en France](#) » sur le site [Décroissance-Île-de-France](#).

[5] Cf. [« Doit-on et peut-on défendre les oligarchies libérales ? »](#), C. Castoriadis, dans *Guerre et théorie de la guerre. Écrits politiques 1945-1997*, VI, Éditions du Sandre, 2016, p. 485-501.

[6] Cf. [« Immigration, écologie et décroissance »](#), brochure n° 26 bis.

[7] Voir [« L'horizon impérial »](#), dans la brochure éponyme, *op. cit.*

[8] Voir [« Les conditions de validité du keynésianisme »](#), bulletin de Guy Fargette « Le Crépuscule du XXe siècle » n° 25, décembre 2012.

[9] Cf. [« L'horizon impérial »](#), *op. cit.* p. 53.

[10] Voir [« Climat : la longue marche ? »](#), *op. cit.*

[11] Cf. [« Écologie et démocratie directe »](#), *op. cit.*

[12] Cf. [« Questions à la décroissance »](#), *op. cit.*

[13] Cf. [« La démocratie directe et ses lieux communs »](#), retranscription de l'émission de *Radio Libertaire* (89.4 FM) du 31 août 2017.

[14] Cf. [« Effondrement et permanence de l'idéologie »](#), dans le brochure éponyme, *op. cit.*